



PHOTO: FMI

Renouveler Bretton Woods

Dans une lettre à la prochaine génération, Christine Lagarde appelle à renouveler l'engagement pour la coopération économique mondiale

Christine Lagarde

CHERS AMIS, je voudrais vous relater une partie de notre histoire et faire part de quelques réflexions sur l'avenir, votre avenir ! Il y a 75 ans, des délégués de plus de 40 pays se sont réunis pour adopter les nouvelles règles de l'économie mondiale. L'été étant chaud, ils se sont rassemblés à l'ombre des montagnes du New Hampshire, dans le complexe hôtelier de Bretton Woods. La plupart venaient de pays encore en proie aux ravages de la Seconde Guerre mondiale.

Ils ont promis d'éviter les erreurs qui avaient entraîné ce terrible conflit. Dans la période d'avant-guerre, au lieu de travailler ensemble, les pays menaient des politiques économiques protectionnistes qui ne faisaient qu'aggraver la Grande Dépression. Cela provoquait un chômage de masse et la colère populaire. La semence de l'autoritarisme, de l'agression et de la guerre avait été plantée.

Bretton Woods a ouvert une nouvelle ère de coopération économique mondiale, dans laquelle les pays s'aidaient eux-mêmes en s'entraïdant. Ils s'employaient à prouver que la solidarité sert l'intérêt propre. Les délégués ont créé le Fonds monétaire international et l'ont chargé de trois missions cruciales : promouvoir la coopération monétaire internationale, soutenir l'expansion du commerce et de la croissance économique, et déconseiller des politiques qui entraveraient la prospérité.

Depuis lors, l'économie mondiale s'est profondément transformée. Au fil de ses 75 ans d'existence, le FMI s'est adapté à ces changements tout en restant fidèle à son mandat. Aujourd'hui, il reste au service de ses désormais 189 pays membres, avec son portefeuille, son cerveau et son cœur : en fournissant des conseils avisés, une assistance technique et une formation en vue du renforcement des institutions et des capacités ; en offrant une aide financière et une marge de manœuvre aux pays en crise pendant qu'ils prennent les mesures qui s'imposent ; enfin, en concevant de meilleures politiques pour améliorer le quotidien des peuples.

Les délégués ont-ils atteint leurs objectifs ? Absolument, oui. Aujourd'hui, l'espérance de vie, la santé et la qualité de vie de la plupart des personnes se sont améliorées. Les pays échangent plus avec d'autres, ce qui leur permet d'accélérer leur croissance, de créer plus d'emplois et d'augmenter les revenus. Dans les pays à faible revenu, le commerce international a réduit le coût de la vie pour une famille normale de deux tiers et, dans les pays avancés, d'un quart. Dans le monde, plus d'un milliard de personnes se sont affranchies de la pauvreté.

Dans le même temps, trop nombreux sont ceux qui souffrent encore de la pauvreté et du manque de débouchés.

Les jeunes sont parmi les plus défavorisés. Beaucoup de pays à faible revenu peineront à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, ce qui empêchera les nouvelles générations de réaliser leur potentiel. La pauvreté, les inégalités croissantes et les nouvelles technologies suscitent la colère et le ressentiment. La corruption entraîne une perte de confiance dans les institutions.

Tous ces changements nourrissent des penchants pour l'unilatéralisme et l'action solitaire. L'histoire nous enseigne que cette voie mène à la perte. Elle peut déboucher sur une « ère de la colère », dans laquelle la confiance et la coopération internationale pourraient s'effondrer, comme ce fut le cas après la Grande Dépression.

Créer des débouchés

Toutefois, je ne crois pas que ce scénario dystopique soit inévitable. Au contraire, je pense que nous avons le devoir de bâtir « l'ère de l'ingéniosité » et nous devons avoir *le courage de le faire*. Les voitures, les maisons et les usines peuvent être alimentées par des sources d'énergie renouvelables. Les femmes peuvent avoir les mêmes chances et les mêmes salaires que les hommes. L'innovation (vos inventions) peut créer de meilleurs débouchés pour tous.

Comment faire de cette vision une réalité ?

La réponse réside en partie dans ce que j'appelle le « nouveau multilatéralisme ». Vous pouvez aussi l'appeler le bon sens. Il consiste à s'assurer que les débouchés économiques soient plus largement partagés, pour que les jeunes, où qu'ils se trouvent, aient une chance de réussir et d'apporter une contribution à la société. Il implique que les dirigeants et les institutions œuvrent pour le bien commun. Il renvoie à la coopération entre les pays pour faire face aux enjeux mondiaux.

Qu'est-ce qui doit changer ?

Avant tout, les dirigeants doivent créer les conditions internes propices à la réussite de leur population. La politique budgétaire est cruciale à cet égard pour élargir les horizons en offrant l'accès à une éducation, à des soins de santé et à des infrastructures de qualité, surtout pour ceux qui ont été laissés pour compte. Dans bien des pays, cela exige qu'une attention particulière soit prêtée aux jeunes et aux femmes.

Il convient aussi de s'attaquer aux inégalités excessives. Ici également, la politique budgétaire joue un rôle clé, notamment grâce à des mesures fiscales progressives adaptées aux pays et des dispositifs de protection sociale permettant de remédier aux perturbations causées par les progrès technologiques et la mondialisation. Les banques centrales doivent rester vigilantes face à l'inflation, le pire impôt contre les pauvres. Les autorités de réglementation doivent protéger le public du type d'excès financier qui a entraîné une crise financière mondiale débilante il y a 10 ans.

Ce type d'action peut contribuer à bâtir la confiance et à dissiper le sentiment d'une répartition injuste des bienfaits de l'économie.

Au niveau international, nous devons créer des conditions plus équitables de part et d'autre des frontières. Ici, le commerce revêt une grande importance. Nous savons que pendant de nombreuses décennies, l'ouverture des frontières au commerce a répandu les nouvelles technologies, stimulé la productivité et créé des millions d'emplois mieux rémunérés. En même temps, nous savons que tout le monde n'en a pas profité, que le système commercial présente des distorsions et qu'il doit être réformé.

La fiscalité internationale est un autre enjeu. Nous devons nous assurer que les entreprises internationales paient leur juste part d'impôts. Sans une réforme de la fiscalité internationale des entreprises, les pays seront privés des recettes fiscales dont ils ont besoin pour financer des investissements indispensables dans les personnes et les infrastructures.

Ce sont là quelques-uns des enjeux que je perçois et il y en a deux autres que vous, la prochaine génération, avez portés à l'attention du monde.

Je pense au changement climatique, qui menace l'avenir même de notre planète. Vous avez peut-être été touchés directement par ses effets croissants, des feux de forêt en Californie aux tempêtes tropicales au Mozambique. Vous savez certainement qu'une politique économique plus verte contribuerait à conjurer cette menace existentielle. En d'autres termes, aucun projet économique n'est possible sans projet écologique.

L'autre question qui préoccupe les jeunes est la corruption. Vous la considérez, à juste titre, comme injuste. Le coût annuel des pots-de-vin dans le monde représente à lui seul 1.500 à 2.000 milliards de dollars, sans compter les effets corrosifs de la corruption sur la société. Nous devons guérir le cancer de la corruption si nous voulons bâtir une économie plus juste et plus solide.

S'exprimant à la première conférence de Bretton Woods, Henry Morgenthau Jr., le secrétaire américain au Trésor, a déclaré :

« La prospérité n'a pas de limites... La prospérité, tout comme la paix, est indivisible. Nous ne pouvons pas nous permettre de la voir éparpillée ici ou là parmi les privilégiés, ni d'en jouir aux dépens d'autrui. »

Soixante-quinze ans plus tard, les difficultés semblent insurmontables. Mais elles ne le sont pas plus que celles qu'affrontaient les délégués quand ils se sont rencontrés dans le New Hampshire. Je pense qu'il est temps, une fois encore, de renouveler notre engagement en faveur de la coopération économique mondiale en vue d'accroître la prospérité, pas seulement pour une minorité de privilégiés, mais pour *tous*. **FD**

**BIEN À VOUS,
CHRISTINE LAGARDE**

CHRISTINE LAGARDE est la directrice générale du FMI.